

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1986 B 01134
Numéro SIREN : 334 429 834
Nom ou dénomination : CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS

Ce dépôt a été enregistré le 17/10/2022 sous le numéro de dépôt 138820

CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS
Société par actions simplifiée au capital de 28.755.056 Euros
Siège social : 37, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

334 429 834 RCS PARIS

COMPTES ANNUELS ET ANNEXES

DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2022

Certifiés conformes
Par le Président



Pierre RAINERO

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Variation des capitaux propres	21
Ventilation du chiffre d'affaires	22
Effectif moyen	23
Transfert de charges	24
Charges et produits exceptionnels	25
Situation fiscale différée et latente	26

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 286 322	1 268 055	18 267	40 041
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	16 320 936	11 964 142	4 356 794	4 108 464
Autres immobilisations corporelles	49 670 607	28 549 494	21 121 114	24 307 758
Immobilisations en cours	271 098		271 098	282 027
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	5 000		5 000	5 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	441 476		441 476	378 318
ACTIF IMMOBILISE	67 995 440	41 781 691	26 213 749	29 121 607
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	123 646 408	20 194 204	103 452 204	84 799 992
En-cours de production de biens	120 714 123	1 889 039	118 825 084	97 323 407
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	24 062 453	800 327	23 262 126	18 049 641
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	22 411		22 411	348 229
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	87 645 398		87 645 398	70 975 078
Autres créances	11 892 006		11 892 006	49 944 033
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	4 880		4 880	5 867
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	564 519		564 519	644 474
ACTIF CIRCULANT	368 552 196	22 883 570	345 668 626	322 090 720
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	62 964		62 964	360 804
TOTAL GENERAL	436 610 600	64 665 261	371 945 339	351 573 131

Rubriques		31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé :	28 755 056)	28 755 056	28 755 056
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		2 875 506	2 875 506
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		109 368 565	95 536 843
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		18 923 973	13 831 722
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	CAPITAUX PROPRES	159 923 100	140 999 127
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
	AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		618 475	1 295 034
Provisions pour charges		2 278 768	2 351 996
	PROVISIONS	2 897 243	3 647 029
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	91 000 000	116 000 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		48 638 845	39 671 636
Dettes fiscales et sociales		32 583 027	24 402 649
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		794 334	1 022 882
Autres dettes		34 538 730	24 064 340
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		1 263 855	1 709 918
	DETTES	208 818 791	206 871 425
Ecart de conversion passif		306 205	55 550
	TOTAL GENERAL	371 945 339	351 573 131

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	89 970	424 376 062	424 466 032	304 147 818
Production vendue de services	1 303 415	17 944 992	19 248 407	29 967 421
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 393 385	442 321 054	443 714 439	334 115 239
Production stockée			26 791 335	-6 780 615
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			35 238	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			8 483 392	6 056 636
Autres produits			1 097 410	930 972
PRODUITS D'EXPLOITATION			480 121 814	334 322 232
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			252 305 319	124 420 773
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-18 288 359	20 347 779
Autres achats et charges externes			115 414 213	84 224 150
Impôts, taxes et versements assimilés			3 237 001	3 632 872
Salaires et traitements			50 973 751	44 295 286
Charges sociales			25 532 051	22 640 118
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			6 015 616	6 001 947
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			5 209 913	4 104 771
Dotations aux provisions			1 278 875	1 540 999
Autres charges			5 432 378	848 155
CHARGES D'EXPLOITATION			447 110 757	312 056 850
RESULTAT D'EXPLOITATION			33 011 057	22 265 383
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				10 425
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				10 425
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 306 204	1 377 582
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 306 204	1 377 582
RESULTAT FINANCIER			-1 306 204	-1 367 157
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			31 704 853	20 898 226

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		286 070
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 214	29 173
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 214	315 242
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 733	24 343
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	28 605	54 601
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	30 337	78 943
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-17 123	236 299
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	5 206 219	1 350 276
Impôts sur les bénéfices	7 557 537	5 952 527
TOTAL DES PRODUITS	480 135 028	334 647 900
TOTAL DES CHARGES	461 211 055	320 816 178
BENEFICE OU PERTE	18 923 973	13 831 722

Annexes

Faits caractéristiques de l'exercice

Absence d'impact significatif de l'évènement Covid-19

Les mesures prises par le gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient perturbé les activités de Cartier Joaillerie International et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020-2021.

Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021-2022 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent (CA net en hausse de 32.80%), avec un retour au niveau d'activité pré-crise (+13% par rapport à l'exercice 2019-2020).

Incidence du conflit en Ukraine

Le conflit Russie/Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 n'a pas eu d'impact significatif sur les activités et les états financiers de Cartier Joaillerie International au 31 mars 2022.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis dans le respect des dispositions légales et réglementaires françaises, conformément au règlement ANC N°2014-03 et aux principes généralement admis.

Les conventions générales d'établissement des comptes ont été appliquées à savoir :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables
- principe de prudence

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels qui sont comptabilisés à leur prix de revient et sont amortis suivant la méthode linéaire, sur une durée de 3 ans.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur prix de revient et sont amorties suivant la méthode linéaire, en fonction de la durée de vie estimée.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

	Méthode	Nombre d'années
-Installation générales, agencements et Aménagement divers	Linéaire	10 ans
-Matériel et outillage	Linéaire	4 à 10 ans
-Matériel informatique et bureautique	Linéaire	4 ans
-Mobilier	Linéaire	8 ans

c) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

d) Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur probable de réalisation.

Les principes de valorisation retenus sont les suivants:

- Stocks de pierres et métaux précieux:

Les pierres gérées individuellement en stock sont valorisées à leur prix d'achat. Les pierres gérées par lot et les métaux précieux sont valorisés selon la méthode du Prix Unitaire Moyen Pondéré.

- En-cours de fabrication:

Le stock d'en-cours est valorisé au coût direct de production qui comprend le prix d'achat des matières premières et les heures de travail évaluées au coût réel direct, ainsi qu'une quote-part de frais indirects.

- Stocks de produits finis:

Les produits finis sont valorisés à leur prix de revient qui comprend les coûts directs de production ainsi qu'une quote-part de frais indirects.

Les stocks à rotation lente font l'objet de dépréciations, en fonction de leur valeur nette de réalisation probable évaluée sur la base de données historiques et prévisionnelles.

e) Créances et autres éléments de l'actif circulant

Les actifs sont enregistrés à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

f) Conversion des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écarts de conversion".

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

g) Coûts de développement

Les dépenses de développement sont engagées pour le développement de nouveaux produits et nouveaux procédés de fabrication de joaillerie et pour l'innovation.

Le montant passé en charge sur l'exercice est de 14 541 570 Euros.

h) Impôts différés

Les différences temporaires entre le résultat imposable fiscalement et le résultat comptable génèrent des éléments de fiscalité différée.

Aucun élément de fiscalité différée n'est constaté dans les comptes, cette information est donnée en annexe ci-après.

i) Retraites et pensions

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable.

La politique de la société est de verser à un organisme tiers une prime annuelle pour couvrir son engagement de payer ces indemnités.

Cette prime est passée en charges au 31 mars 2022 pour un montant de 806 000 Euros.

IFRIC/ Retraites

Conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'ANC et à l'article 531-4 du Plan Comptable général, la société a fait le choix de ne pas comptabiliser ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et d'en faire mention dans l'annexe des comptes annuels.

La valeur actuelle des engagements a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses actuarielles sont définies et communiquées chaque année par le Groupe.

La valeur actuelle des engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite s'élèvent à (5 298) k€ et les actifs de couverture s'élèvent à 6 656 k€ à la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, la société a pris en compte la décision de l'IFRIC de juin 2021 dans le cadre de la valorisation de ses engagements de retraites.

La prise en compte de cette décision a eu pour effet de réduire les engagements de retraite de 1 046 k€ au 31 mars 2022.

j) Plan d'option d'achat d'actions

Le Groupe Richemont, dont la société Cartier Joaillerie International fait partie, a mis en place en faveur de certains de ses salariés un plan d'option d'acquisition d'actions dont résulteraient éventuellement des engagements pour la société en cas de levée desdites options.

k) Effectif de la société et membres des organes d'administration et de direction

La rémunération allouée aux membres des organes de direction au titre de l'exercice n'est pas communiquée. Cette communication reviendrait à donner des informations individuelles.

Il n'y a pas d'avance faite aux dirigeants.

L'effectif moyen employé par la société pendant l'exercice s'élève à 834 personnes.

Il est ventilé comme suit:

- Cadres 433 personnes
- Agents de maîtrise : 1 personne
- Employés 127 personnes
- Ouvriers 273 personnes

Le coût du personnel mis à disposition est de 1.348.512 Euros.

l) Impôts sur les bénéfices

Cartier Joaillerie International a opté, à partir du 1er avril 2002, pour l'imputation de l'impôt sur les sociétés selon le régime de l'intégration fiscale des résultats réalisés par le groupe qu'elle constitue avec sa société mère Richemont Holding France.

Selon la convention d'intégration, il est prévu que chacune des sociétés sera imposée dans les mêmes conditions que si elles étaient imposées distinctement. Par ailleurs, il est précisé que les économies éventuelles d'impôt résultant de l'intégration bénéficieront à la société Richemont Holding France.

	Courant	Exceptionnel	Total
Résultat avant impôt	26 498 634	-17 123	26 481 510
Différences temporaires	381 540		381 540
Différences permanentes	-94 781	0	-94 781
Bases imposable à 27.50%	26 785 392	-17 123	26 768 269
Impôt à 27.50%	-7 361 274		-7 361 274
Contribution Supplémentaire 3,30 %	-217 743		-217 743
Crédits d'impôts	21 480		21 480
Impôt net	-7 557 537		-5.952.527
Participation des salariés	-5 206 219		-5 206 219
Résultat Net après impôt	18 941 097	-17 123	18 923 974

m) Opérations avec les entreprises liées

Il n'existe pas de transactions significatives qui n'ont pas été conclues aux conditions normales du marché avec des

parties liées.

n) Dettes fournisseurs loyers

Dans le cadre du bail de nouveaux locaux en février 2015, le bailleur a consenti au locataire une franchise de loyer de 16.651.939 Euros HT.

La FNP constatée au 31/03/2022, soit 5 751 752 Euros, permet la linéarisation des loyers sur la durée du contrat.

o) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Les mouvements des provisions au 31 mars 2022 s'analysent de la façon suivante:

En €	31.03.2021	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31.03.2022
Risques et charges	3 647 028	1 278 875	1 750 762	277 899	2 897 242
Stocks et en-cours	23 170 250	5 209 913	924 411	4 572 182	22 883 570
Total	26 817 279	6 488 788	2 675 174	4 850 081	25 780 812

p) Produits constatés d'avance

Dans le cadre du bail de nouveaux locaux en février 2015, le bailleur a participé au financement des travaux d'aménagement.

Le "produit" constitué par le financement reçu du bailleur doit être étalé sur la durée du bail.

Le solde du compte PCA de 1 263 855 Euros correspond au reliquat de la participation du bailleur de 4 100 000 euros.

q) Exemption de comptes consolidés

Cartier Joaillerie International est une filiale à 100% de Société Cartier, elle-même filiale à 85.03 % de Richemont Holding France (siège social: 35, rue Boissy d'Anglas, 75008 Paris), dont la Holding de tête est la Compagnie Financière Richemont A.G., Suisse. Les chiffres clés relatifs aux comptes consolidés du sous-groupe constitué par Richemont Holding France et ses filiales sont fournis dans l'annexe aux comptes annuels de cette dernière.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement significatif de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Autres Informations

Néant.

Engagement Hors Bilan

Au 31 mars 2022, les engagements s'élèvent à:

- Engagement loyers 39 481 283 Euros
- Caution bancaire 2 555 682 Euros

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à porter à la connaissance du lecteur de ces comptes.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 280 466		5 856
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	15 393 396		1 313 591
Installations générales, agenc., aménag.	44 344 163		642 589
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 945 699		825 070
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	282 027		271 098
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	63 965 285		3 052 348
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	378 318		70 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	383 318		70 000
TOTAL GENERAL	65 629 069		3 128 204

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 286 322	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.	-282 027	668 077	16 320 936	
Installations générales, agencements divers		70 983	44 915 769	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		15 931	4 754 838	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	282 027		271 098	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		754 991	66 262 642	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			5 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		6 843	441 476	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		6 843	446 476	
TOTAL GENERAL		761 834	67 995 440	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 240 425	27 629		1 268 055
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 240 425	27 629		1 268 055
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 284 932	1 337 976	658 766	11 964 142
Installations générales, agenc. et aménag. divers	21 208 695	4 263 620	67 449	25 404 865
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 773 410	386 391	15 172	3 144 629
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 267 037	5 987 986	741 387	40 513 636
TOTAL GENERAL	36 507 462	6 015 616	741 387	41 781 691

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Début d'exercice Augmentations Dotations Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	360 804	62 964	360 804	62 964
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 286 226	1 215 910	1 667 858	2 834 278
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 647 029	1 278 875	2 028 661	2 897 243
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	23 170 251	5 209 913	5 496 594	22 883 570
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	23 170 251	5 209 913	5 496 594	22 883 570
TOTAL GENERAL	26 817 280	6 488 788	7 525 255	25 780 813
Dotations et reprises d'exploitation		6 488 788	7 525 255	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			441 476
Autres immobilisations financières	441 476		441 476
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	87 645 398	87 645 398	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	81 424	81 424	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	193 762	193 762	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 179 428	2 179 428	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	93 150	93 150	
Groupe et associés	9 141 046	9 141 046	
Débiteurs divers	203 195	203 195	
Charges constatées d'avance	564 519	564 519	
TOTAL GENERAL	100 543 397	100 101 922	441 476

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	91 000 000		91 000 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	48 638 845	48 638 845		
Personnel et comptes rattachés	15 435 689	15 435 689		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 592 121	7 592 121		
Etat : impôt sur les bénéfices	7 557 537	7 557 537		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 997 680	1 997 680		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	794 334	794 334		
Groupe et associés	34 538 637	34 538 637		
Autres dettes	93	93		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 263 855	1 263 855		
TOTAL GENERAL	208 818 791	117 818 791	91 000 000	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100	Fourn- fact non parv	7 162 634,01	8 680 972,84	-1 518 338,83
408102	Fa n.reç-frais trans		101 089,84	-101 089,84
408105	Fa n.reç-Loyer	5 929 444,88	8 073 647,81	-2 144 202,93
408106	Fa n.reç-Svces (tél.	378 334,13	241 333,56	137 000,57
408111	Fa n.reç-Honoraires	256 166,00	123 861,08	132 304,92
408113	Fa n.reç-Perso inter	41 198,40		41 198,40
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		13 767 777,42	17 220 905,13	-3 453 127,71
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Pers-Prov congés	4 078 064,02	3 840 667,33	237 396,69
428210	Pers-Prov. RTT	302 814,00	292 151,00	10 663,00
428400	Particip. à payer	1 916 614,00	1 259 157,00	657 457,00
428500	Pers-Prov. 13e mois	779 636,34	739 346,54	40 289,80
428600	Pers-Autres ch à pay	8 350 439,98	4 417 882,00	3 932 557,98
438200	C/S s/congés à payer	2 036 330,33	1 917 911,33	118 419,00
438210	C/S s/prov RTT à pay	151 405,00	146 077,00	5 328,00
438500	C/S s/prov 13e mois	389 819,72	369 674,01	20 145,71
438600	C/S autres à payer	3 882 315,00	2 616 001,50	1 266 313,50
448600	Etat-Charges à payer	34 833,00		34 833,00
448610	Etat-Taxe Handicapés	137 500,00	199 851,00	-62 351,00
448620	Etat-Contrib. solida	757 716,65	574 958,24	182 758,41
448630	Etat-Taxe d'apprenti	11 016,32	-86 792,27	97 808,59
448640	Etat-Form. continue	73 437,95	-104 816,28	178 254,23
448650	Etat-CET	304 886,61	259 967,00	44 919,61
448660	Etat-Effort constr.	260 925,62	231 178,30	29 747,32
448670	Etat-Taxe s/ véh soc	1 311,46	1 684,73	-373,27
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		23 469 066,00	16 674 898,43	6 794 167,57
TOTAL CHARGES A PAYER		37 236 843,42	33 895 803,56	3 341 039,86

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Chg constat d'avance	564 518,54	644 473,58	-79 955,04
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		564 518,54	644 473,58	-79 955,04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Pdt constat d'avance	-1 263 855,02	-1 709 918,00	446 062,98
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-1 263 855,02	-1 709 918,00	446 062,98

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
409800	Fourn-RRR à obtenir	9 755,92	33 092,54	-23 336,62
468700	Divers-Prdts à recev	139 326,68	386 328,25	-247 001,57
TOTAL AUTRES CREANCES		149 082,60	419 420,79	-270 338,19
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		149 082,60	419 420,79	-270 338,19

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 797 191			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		140 999 127
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		140 999 127
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		18 923 973
SOLDE		18 923 973
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		159 923 100

Exprimé en €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/03/2022	Total 31/03/2021	%
Production de biens	89 970	424 376 063	424 466 033	304 147 818	39,56 %
Services	1 303 415	17 944 992	19 248 407	29 967 421	-35,77 %
TOTAL	1 393 385	442 321 055	443 714 440	334 115 239	32,80 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	433	
Agents de maîtrise	1	
Employés	127	
Ouvriers	273	
Le coût du personnel mis à disposition est de 1 348 512 €		
TOTAL	834	

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Frais de personnel complément assurance maladie	591 305	791000
Remboursements d'assurances	876	791100
Frais de personnel formation OPCO	198 611	791110
Frais de personnel avantages en natures	167 345	791000
TOTAL	958 137	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
VNC d'immobilisations cédées/mises au rebut	13 604	675200
Pénalités	1 500	671200
Autres charges exceptionnelles (vol CB)	233	671800
Domages et intérêts	15 000	678800
TOTAL	30 337	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Cessions d'immobilisations	13 214	775200
TOTAL	13 214	

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	170 853
Autres	-63 557
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
107 296	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
-107 296	
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL SAS

Société par Actions Simplifiée à associé unique
au capital de 28.755.056 Euros
Siège social : 37, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

334 429 834 RCS PARIS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 28 SEPTEMBRE 2022**

**AFFECTATION DU RESULTAT
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2022**

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, d'un montant de 18.923.973 €, en totalité au poste « *Report à nouveau* » qui s'élèvera, après affectation, à un montant de 128.292.539 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associé unique prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois exercices précédents.

ADOPTION

Cette affectation a été adoptée par décision de l'Associé unique en date du 28 septembre 2022.

Le Président



Pierre RAINERO

CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 mars 2022)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 mars 2022)

A l'Associé unique
CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL
37 rue Boissy d'Anglas
75008 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CARTIER JOAILLERIE INTERNATIONAL relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} avril 2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première application de la décision de l'IFRIC de mai 2021 relatives aux règles d'évaluation de certains régimes à prestations définies qui figurent en engagements hors bilan.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 22 septembre 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

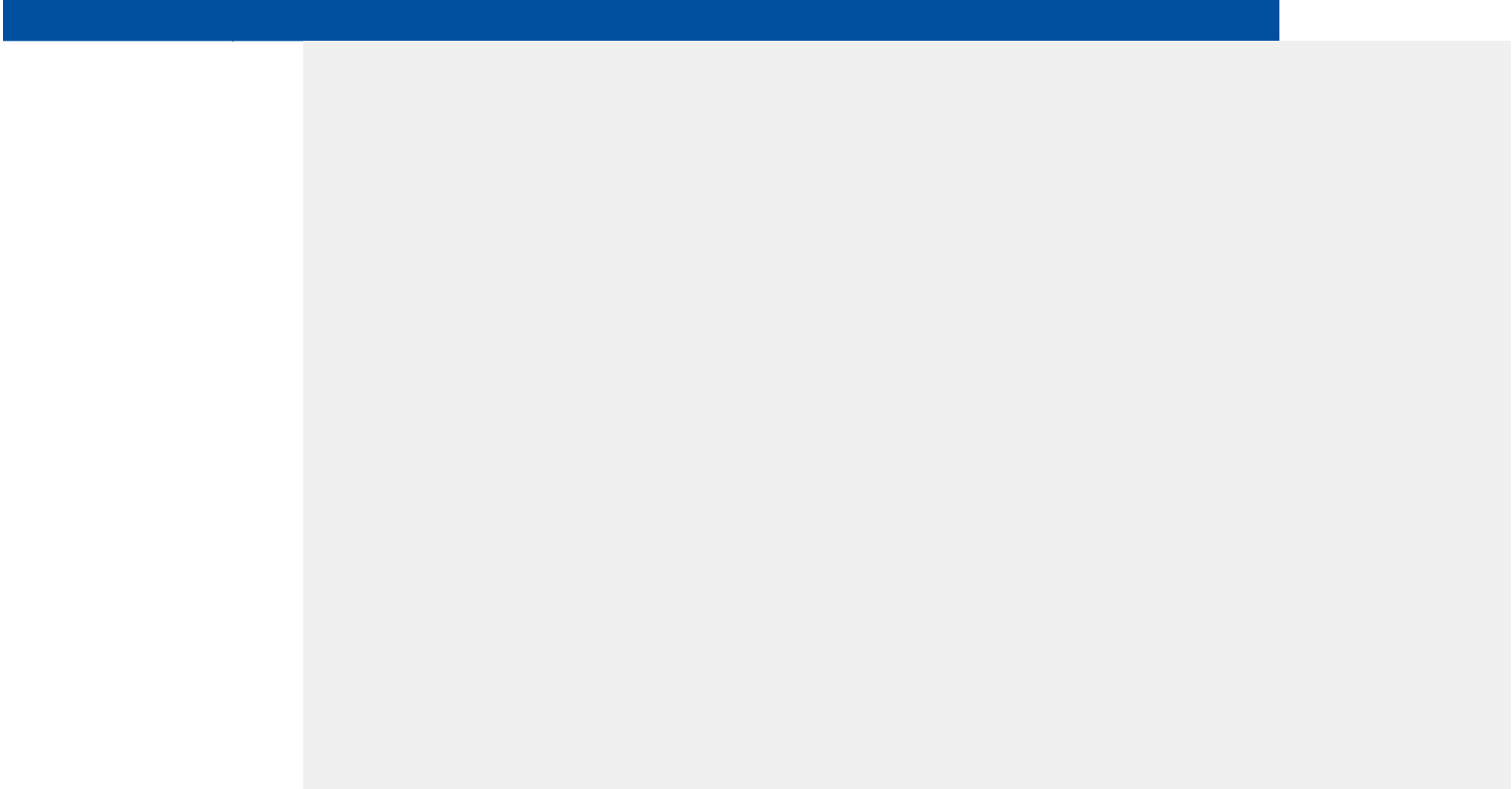
Amélie Wattel

**CARTIER JOAILLERIE
INTERNATIONAL**

37 rue Boissy d'Anglas

75008 PARIS

Comptes au 31/03/2022



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Variation des capitaux propres	21
Ventilation du chiffre d'affaires	22
Effectif moyen	23
Transfert de charges	24
Charges et produits exceptionnels	25
Situation fiscale différée et latente	26

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2022	31/03/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 286 322	1 268 055	18 267	40 041
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	16 320 936	11 964 142	4 356 794	4 108 464
Autres immobilisations corporelles	49 670 607	28 549 494	21 121 114	24 307 758
Immobilisations en cours	271 098		271 098	282 027
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	5 000		5 000	5 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	441 476		441 476	378 318
ACTIF IMMOBILISE	67 995 440	41 781 691	26 213 749	29 121 607
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	123 646 408	20 194 204	103 452 204	84 799 992
En-cours de production de biens	120 714 123	1 889 039	118 825 084	97 323 407
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	24 062 453	800 327	23 262 126	18 049 641
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	22 411		22 411	348 229
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	87 645 398		87 645 398	70 975 078
Autres créances	11 892 006		11 892 006	49 944 033
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	4 880		4 880	5 867
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	564 519		564 519	644 474
ACTIF CIRCULANT	368 552 196	22 883 570	345 668 626	322 090 720
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	62 964		62 964	360 804
TOTAL GENERAL	436 610 600	64 665 261	371 945 339	351 573 131

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 28 755 056)	28 755 056	28 755 056
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 875 506	2 875 506
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	109 368 565	95 536 843
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	18 923 973	13 831 722
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	159 923 100	140 999 127
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	618 475	1 295 034
Provisions pour charges	2 278 768	2 351 996
PROVISIONS	2 897 243	3 647 029
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	91 000 000	116 000 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 638 845	39 671 636
Dettes fiscales et sociales	32 583 027	24 402 649
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	794 334	1 022 882
Autres dettes	34 538 730	24 064 340
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 263 855	1 709 918
DETTES	208 818 791	206 871 425
Ecart de conversion passif	306 205	55 550
TOTAL GENERAL	371 945 339	351 573 131

Rubriques	France	Exportation	31/03/2022	31/03/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	89 970	424 376 062	424 466 032	304 147 818
Production vendue de services	1 303 415	17 944 992	19 248 407	29 967 421
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 393 385	442 321 054	443 714 439	334 115 239
Production stockée			26 791 335	-6 780 615
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			35 238	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			8 483 392	6 056 636
Autres produits			1 097 410	930 972
PRODUITS D'EXPLOITATION			480 121 814	334 322 232
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			252 305 319	124 420 773
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-18 288 359	20 347 779
Autres achats et charges externes			115 414 213	84 224 150
Impôts, taxes et versements assimilés			3 237 001	3 632 872
Salaires et traitements			50 973 751	44 295 286
Charges sociales			25 532 051	22 640 118
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			6 015 616	6 001 947
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			5 209 913	4 104 771
Dotations aux provisions			1 278 875	1 540 999
Autres charges			5 432 378	848 155
CHARGES D'EXPLOITATION			447 110 757	312 056 850
RESULTAT D'EXPLOITATION			33 011 057	22 265 383
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				10 425
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				10 425
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 306 204	1 377 582
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 306 204	1 377 582
RESULTAT FINANCIER			-1 306 204	-1 367 157
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			31 704 853	20 898 226

Rubriques	31/03/2022	31/03/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		286 070
Produits exceptionnels sur opérations en capital	13 214	29 173
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 214	315 242
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 733	24 343
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	28 605	54 601
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	30 337	78 943
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-17 123	236 299
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	5 206 219	1 350 276
Impôts sur les bénéfices	7 557 537	5 952 527
TOTAL DES PRODUITS	480 135 028	334 647 900
TOTAL DES CHARGES	461 211 055	320 816 178
BENEFICE OU PERTE	18 923 973	13 831 722

Annexes

Faits caractéristiques de l'exercice

Absence d'impact significatif de l'évènement Covid-19

Les mesures prises par le gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient perturbé les activités de Cartier Joaillerie International et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020-2021.

Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021-2022 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent (CA net en hausse de 32.80%), avec un retour au niveau d'activité pré-crise (+13% par rapport à l'exercice 2019-2020).

Incidence du conflit en Ukraine

Le conflit Russie/Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 n'a pas eu d'impact significatif sur les activités et les états financiers de Cartier Joaillerie International au 31 mars 2022.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis dans le respect des dispositions légales et réglementaires françaises, conformément au règlement ANC N°2014-03 et aux principes généralement admis.

Les conventions générales d'établissement des comptes ont été appliquées à savoir :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables
- principe de prudence

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels qui sont comptabilisés à leur prix de revient et sont amortis suivant la méthode linéaire, sur une durée de 3 ans.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur prix de revient et sont amorties suivant la méthode linéaire, en fonction de la durée de vie estimée.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

	Méthode	Nombre d'années
-Installation générales, agencements et Aménagement divers	Linéaire	10 ans
-Matériel et outillage	Linéaire	4 à 10 ans
-Matériel informatique et bureautique	Linéaire	4 ans
-Mobilier	Linéaire	8 ans

c) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

d) Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur probable de réalisation.

Les principes de valorisation retenus sont les suivants:

- Stocks de pierres et métaux précieux:

Les pierres gérées individuellement en stock sont valorisées à leur prix d'achat. Les pierres gérées par lot et les métaux précieux sont valorisés selon la méthode du Prix Unitaire Moyen Pondéré.

- En-cours de fabrication:

Le stock d'en-cours est valorisé au coût direct de production qui comprend le prix d'achat des matières premières et les heures de travail évaluées au coût réel direct, ainsi qu'une quote-part de frais indirects.

- Stocks de produits finis:

Les produits finis sont valorisés à leur prix de revient qui comprend les coûts directs de production ainsi qu'une quote-part de frais indirects.

Les stocks à rotation lente font l'objet de dépréciations, en fonction de leur valeur nette de réalisation probable évaluée sur la base de données historiques et prévisionnelles.

e) Créances et autres éléments de l'actif circulant

Les actifs sont enregistrés à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

f) Conversion des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écarts de conversion".

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

g) Coûts de développement

Les dépenses de développement sont engagées pour le développement de nouveaux produits et nouveaux procédés de fabrication de joaillerie et pour l'innovation.

Le montant passé en charge sur l'exercice est de 14 541 570 Euros.

h) Impôts différés

Les différences temporaires entre le résultat imposable fiscalement et le résultat comptable génèrent des éléments de fiscalité différée.

Aucun élément de fiscalité différée n'est constaté dans les comptes, cette information est donnée en annexe ci-après.

i) Retraites et pensions

A leur départ en retraite, les employés de la société perçoivent une indemnité conformément à la loi et aux dispositions de la convention collective applicable.

La politique de la société est de verser à un organisme tiers une prime annuelle pour couvrir son engagement de payer ces indemnités.

Cette prime est passée en charges au 31 mars 2022 pour un montant de 806 000 Euros.

IFRIC/ Retraites

Conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'ANC et à l'article 531-4 du Plan comptable général, la société a fait le choix de ne pas comptabiliser ses engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et d'en faire mention dans l'annexe des comptes annuels.

La valeur actuelle des engagements a été estimée selon la méthode des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses actuarielles sont définies et communiquées chaque année par le Groupe.

La valeur actuelle des engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite s'élèvent à (5 298) k€ et les actifs de couverture s'élèvent à 6 656 k€ à la clôture de l'exercice.

Par ailleurs, la société a pris en compte la décision de l'IFRIC de mai 2021 dans le cadre de la valorisation de ses engagements de retraites.

La prise en compte de cette décision a eu pour effet de réduire les engagements de retraite de 1 046 k€ au 31 mars 2022.

j) Plan d'option d'achat d'actions

Le Groupe Richemont, dont la société Cartier Joaillerie International fait partie, a mis en place en faveur de certains de ses salariés un plan d'option d'acquisition d'actions dont résulteraient éventuellement des engagements pour la société en cas de levée desdites options.

k) Effectif de la société et membres des organes d'administration et de direction

La rémunération allouée aux membres des organes de direction au titre de l'exercice n'est pas communiquée.

Cette communication reviendrait à donner des informations individuelles.

Il n'y a pas d'avance faite aux dirigeants.

L'effectif moyen employé par la société pendant l'exercice s'élève à 834 personnes.

Il est ventilé comme suit:

- Cadres 433 personnes
- Agents de maîtrise : 1 personne
- Employés 127 personnes
- Ouvriers 273 personnes

Le coût du personnel mis à disposition est de 1.348.512 Euros.

l) Impôts sur les bénéfices

Cartier Joaillerie International a opté, à partir du 1er avril 2002, pour l'imputation de l'impôt sur les sociétés selon le régime de l'intégration fiscale des résultats réalisés par le groupe qu'elle constitue avec sa société mère Richemont Holding France.

Selon la convention d'intégration, il est prévu que chacune des sociétés sera imposée dans les mêmes conditions que si elles étaient imposées distinctement. Par ailleurs, il est précisé que les économies éventuelles d'impôt résultant de l'intégration bénéficieront à la société Richemont Holding France.

	Courant	Exceptionnel	Total
Résultat avant impôt	26 498 634	-17 123	26 481 510
Différences temporaires	381 540		381 540
Différences permanentes	-94 781	0	-94 781
Bases imposable à 27.50%	26 785 392	-17 123	26 768 269
Impôt à 27.50%	-7 361 274		-7 361 274
Contribution Supplémentaire 3,30 %	-217 743		-217 743
Crédits d'impôts	21 480		21 480
Impôt net	-7 557 537		-5.952.527
Participation des salariés	-5 206 219		-5 206 219
Résultat Net après impôt	18 941 097	-17 123	18 923 974

m) Opérations avec les entreprises liées

Il n'existe pas de transactions significatives qui n'ont pas été conclues aux conditions normales du marché avec des

parties liées.

n) Dettes fournisseurs loyers

Dans le cadre du bail de nouveaux locaux en février 2015, le bailleur a consenti au locataire une franchise de loyer de 16.651.939 Euros HT.

La FNP constatée au 31/03/2022, soit 5 751 752 Euros, permet la linéarisation des loyers sur la durée du contrat.

o) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus ou en-cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Les mouvements des provisions au 31 mars 2022 s'analysent de la façon suivante:

En €	31.03.2021	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31.03.2022
Risques et charges	3 647 028	1 278 875	1 750 762	277 899	2 897 242
Stocks et en-cours	23 170 250	5 209 913	924 411	4 572 182	22 883 570
Total	26 817 279	6 488 788	2 675 174	4 850 081	25 780 812

p) Produits constatés d'avance

Dans le cadre du bail de nouveaux locaux en février 2015, le bailleur a participé au financement des travaux d'aménagement.

Le "produit" constitué par le financement reçu du bailleur doit être étalé sur la durée du bail.

Le solde du compte PCA de 1 263 855 Euros correspond au reliquat de la participation du bailleur de 4 100 000 euros.

q) Exemption de comptes consolidés

Cartier Joaillerie International est une filiale à 100% de Société Cartier, elle-même filiale à 85.03 % de Richemont Holding France (siège social: 35, rue Boissy d'Anglas, 75008 Paris), dont la Holding de tête est la Compagnie Financière Richemont A.G., Suisse. Les chiffres clés relatifs aux comptes consolidés du sous-groupe constitué par Richemont Holding France et ses filiales sont fournis dans l'annexe aux comptes annuels de cette dernière.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

Aucun changement significatif de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Autres Informations

Néant.

Engagement Hors Bilan

Au 31 mars 2022, les engagements s'élèvent à:

- Engagement loyers 39 481 283 Euros
- Caution bancaire 2 555 682 Euros

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à porter à la connaissance du lecteur de ces comptes.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 280 466		5 856
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	15 393 396		1 313 591
Installations générales, agenc., aménag.	44 344 163		642 589
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 945 699		825 070
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	282 027		271 098
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	63 965 285		3 052 348
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	378 318		70 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	383 318		70 000
TOTAL GENERAL	65 629 069		3 128 204

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 286 322	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.	-282 027	668 077	16 320 936	
Installations générales, agencements divers		70 983	44 915 769	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		15 931	4 754 838	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	282 027		271 098	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		754 991	66 262 642	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			5 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		6 843	441 476	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		6 843	446 476	
TOTAL GENERAL		761 834	67 995 440	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 240 425	27 629		1 268 055
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 240 425	27 629		1 268 055
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 284 932	1 337 976	658 766	11 964 142
Installations générales, agenc. et aménag. divers	21 208 695	4 263 620	67 449	25 404 865
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 773 410	386 391	15 172	3 144 629
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 267 037	5 987 986	741 387	40 513 636
TOTAL GENERAL	36 507 462	6 015 616	741 387	41 781 691

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis. Fonds Cial Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices

	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	360 804	62 964	360 804	62 964
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 286 226	1 215 910	1 667 858	2 834 278
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	3 647 029	1 278 875	2 028 661	2 897 243
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	23 170 251	5 209 913	5 496 594	22 883 570
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	23 170 251	5 209 913	5 496 594	22 883 570
TOTAL GENERAL	26 817 280	6 488 788	7 525 255	25 780 813
Dotations et reprises d'exploitation		6 488 788	7 525 255	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	441 476		441 476
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	87 645 398	87 645 398	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	81 424	81 424	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	193 762	193 762	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 179 428	2 179 428	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	93 150	93 150	
Groupe et associés	9 141 046	9 141 046	
Débiteurs divers	203 195	203 195	
Charges constatées d'avance	564 519	564 519	
TOTAL GENERAL	100 543 397	100 101 922	441 476
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	91 000 000		91 000 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	48 638 845	48 638 845		
Personnel et comptes rattachés	15 435 689	15 435 689		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 592 121	7 592 121		
Etat : impôt sur les bénéfiques	7 557 537	7 557 537		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 997 680	1 997 680		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	794 334	794 334		
Groupe et associés	34 538 637	34 538 637		
Autres dettes	93	93		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 263 855	1 263 855		
TOTAL GENERAL	208 818 791	117 818 791	91 000 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	25 000 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	Fourn- fact non parv	7 162 634,01	8 680 972,84	-1 518 338,83
408102	Fa n.reç-frais trans		101 089,84	-101 089,84
408105	Fa n.reç-Loyer	5 929 444,88	8 073 647,81	-2 144 202,93
408106	Fa n.reç-Svces (tél.	378 334,13	241 333,56	137 000,57
408111	Fa n.reç-Honoraires	256 166,00	123 861,08	132 304,92
408113	Fa n.reç-Perso inter	41 198,40		41 198,40
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		13 767 777,42	17 220 905,13	-3 453 127,71
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Pers-Prov congés	4 078 064,02	3 840 667,33	237 396,69
428210	Pers-Prov. RTT	302 814,00	292 151,00	10 663,00
428400	Particip. à payer	1 916 614,00	1 259 157,00	657 457,00
428500	Pers-Prov. 13e mois	779 636,34	739 346,54	40 289,80
428600	Pers-Autres ch à pay	8 350 439,98	4 417 882,00	3 932 557,98
438200	C/S s/congés à payer	2 036 330,33	1 917 911,33	118 419,00
438210	C/S s/prov RTT à pay	151 405,00	146 077,00	5 328,00
438500	C/S s/prov 13e mois	389 819,72	369 674,01	20 145,71
438600	C/S autres à payer	3 882 315,00	2 616 001,50	1 266 313,50
448600	Etat-Charges à payer	34 833,00		34 833,00
448610	Etat-Taxe Handicapés	137 500,00	199 851,00	-62 351,00
448620	Etat-Contrib. solida	757 716,65	574 958,24	182 758,41
448630	Etat-Taxe d'apprenti	11 016,32	-86 792,27	97 808,59
448640	Etat-Form. continue	73 437,95	-104 816,28	178 254,23
448650	Etat-CET	304 886,61	259 967,00	44 919,61
448660	Etat-Effort constr.	260 925,62	231 178,30	29 747,32
448670	Etat-Taxe s/ véh soc	1 311,46	1 684,73	-373,27
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		23 469 066,00	16 674 898,43	6 794 167,57
TOTAL CHARGES A PAYER		37 236 843,42	33 895 803,56	3 341 039,86

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Chg constat d'avance	564 518,54	644 473,58	-79 955,04
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		564 518,54	644 473,58	-79 955,04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Pdt constat d'avance	-1 263 855,02	-1 709 918,00	446 062,98
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-1 263 855,02	-1 709 918,00	446 062,98

Compte	Libellé	31/03/2022	31/03/2021	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
409800	Fourn-RRR à obtenir	9 755,92	33 092,54	-23 336,62
468700	Divers-Prdts à recev	139 326,68	386 328,25	-247 001,57
TOTAL AUTRES CREANCES		149 082,60	419 420,79	-270 338,19
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		149 082,60	419 420,79	-270 338,19

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 797 191			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		140 999 127	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		140 999 127	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			
Autres variations			
Résultat de l'exercice			18 923 973
	SOLDE		18 923 973
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			159 923 100

Exprimé en €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/03/2022	Total 31/03/2021	%
Production de biens	89 970	424 376 063	424 466 033	304 147 818	39,56 %
Services	1 303 415	17 944 992	19 248 407	29 967 421	-35,77 %
TOTAL	1 393 385	442 321 055	443 714 440	334 115 239	32,80 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	433	
Agents de maîtrise	1	
Employés	127	
Ouvriers	273	
Le coût du personnel mis à disposition est de 1 348 512 €		
TOTAL	834	

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Frais de personnel complément assurance maladie	591 305	791000
Remboursements d'assurances	876	791100
Frais de personnel formation OPCO	198 611	791110
Frais de personnel avantages en natures	167 345	791000
TOTAL	958 137	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
VNC d'immobilisations cédées/mises au rebut	13 604	675200
Pénalités	1 500	671200
Autres charges exceptionnelles (vol CB)	233	671800
Domages et intérêts	15 000	678800
TOTAL	30 337	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Cessions d'immobilisations	13 214	775200
TOTAL	13 214	

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	170 853
Participation des salariés	
Autres	-63 557
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	107 296
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-107 296
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	